

CONTEXTE ET MÉTHODOLOGIE

En 2012, une crise politique et des conflits intercommunautaires ont éclaté en République Centrafricaine. En février 2019, l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation (APPR) a été signé à Khartoum, point de départ d'un processus de paix censé mettre fin aux hostilités et violences. Malgré des avancées dans les conditions sécuritaires, les hostilités continuent, générant des déplacements importants de populations et impacte de manière profonde la société centrafricaine.

Depuis décembre 2013, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) déploie le Suivi des déplacements (*Mobility Tracking*), un outil de la Matrice de suivi des déplacements (*Displacement Tracking Matrix, DTM*) afin de collecter des données clés sur les effectifs et tendances de déplacement, les conditions et les besoins des personnes affectées par la crise touchant la République Centrafricaine. Ces données sont collectées à travers des groupes de discussion incluant autorités locales, chefs de communautés, représentants de déplacés et gestionnaires de sites. Analysées, elles sont partagées avec les partenaires humanitaires afin d'orienter leurs programmes de réponse ou des évaluations sectorielles plus approfondies.

Ce tableau de bord présente l'état des mobilités dans onze préfectures du pays, où les données ont été collectées entre le 1er août et le 30 Septembre 2020.

RÉSUMÉ
Couverture géographique

- 11 Préfectures
- 41 Sous-préfectures
- 1 605 Communautés hôtes
- 33 Sites officiels
- 38 Sites informels


Profil démographique des déplacés

Taille moyenne des ménages: **6**
76% des ménages ont des enfants



52% | 48%



<18 ans
63%



60 ans+
8%



<5 ans
16%

Lieux d'accueil des déplacés

- Communauté hôte : **90%**
- Site officiel : **7%**
- Site non officiel : **3%**

Situation d'hébergement

- Famille d'accueil (gratuit): **41%**
- Air libre/Abri d'urgence : **36%**
- Location : **22%**
- Centre collectif : **1%**

 2020
Population en mouvement entre 2013 et 2020:

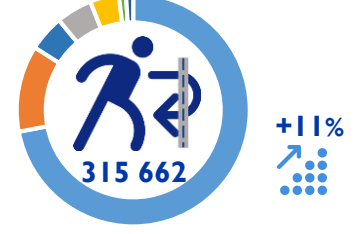
534 911 individus

NOMBRE DE PDI ET RETOURNÉS - MOTIFS DE DÉPLACEMENT ET DE RETOUR
Personnes Déplacées Internes

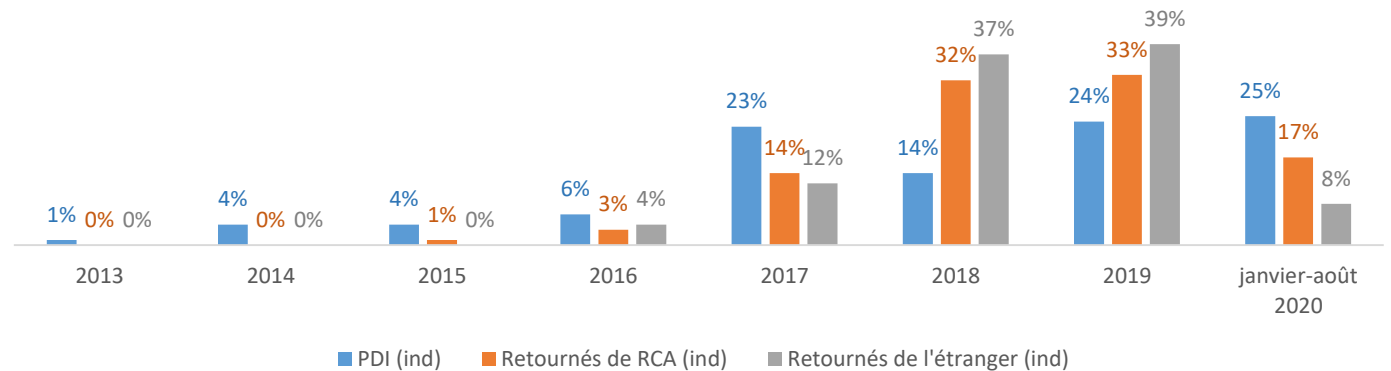

Motif du premier déplacement	Individus
Tensions/conflits armés	95%
Conflits liés à la transhumance	1%
Catastrophes naturelles	4%
Autre	0%
Total	100%

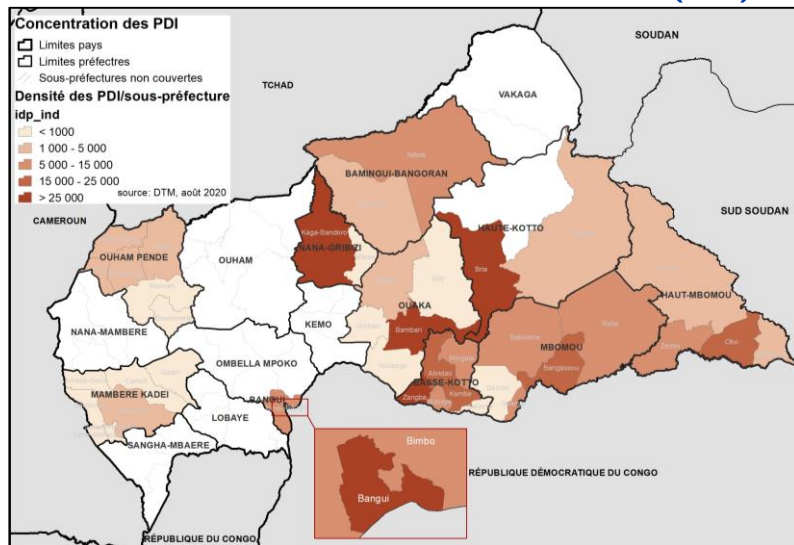
Retournés de RCA (anciennes PDI)


Motif de retour	Individus
Meilleure sécurité en zone d'origine	59%
Raisons économiques	20%
Survie difficile en zone de déplacement	13%
Regroupement familial	4%
Discrimination/persécution	2%
Détérioration de la sécurité	1%
Autre	1%
Total	100%

Retournés de l'étranger


Motif de retour	Individus
Meilleure sécurité en zone d'origine	72%
Raisons économiques	12%
Discrimination/persécution	5%
Survie difficile en pays d'origine	5%
Regroupement familial	4%
Détérioration de la sécurité	1%
Autre	1%
Total	100%

Période de déplacement (PDI) et de retour (retournés de RCA et retournés de l'étranger)


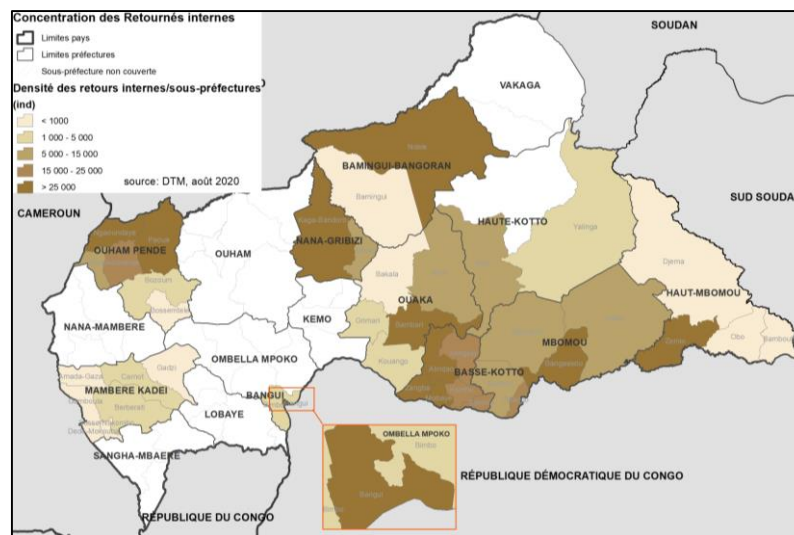
PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES (PDI)

Un total de **420 645 PDI** (86 385 ménages) a été identifié dans 39 sous-préfectures, vivant au sein de 1 039 localités (soit 62% du total des localités évaluées). Le nombre de déplacés internes a chuté de 21 pour cent depuis janvier 2020. Bria (81 242), Zangba (52 700) et Bangui (43 025) sont les quatre sous-préfectures accueillant les plus grandes concentrations de PDI.

A ce jour, les PDI vivent au sein des communautés hôtes (63%), dans des sites officiels (32%) et dans des lieux de regroupement (5%). La majorité s'est déplacée entre janvier et août 2020 (25%). Le reste de la population déplacée interne a été déplacée en 2019 (24%), 2017 (23%), 2018 (14%). Quinze pour cent des PDI ont quant à eux été déplacés au début de la crise, entre 2013 et 2016.

Parmi les déplacements ayant eu lieu entre janvier et août 2020, 95 pour cent ont eu lieu à l'intérieur même des préfectures (y compris 89 pour cent au sein d'une même sous-préfecture) et 5 pour cent d'une préfecture à une autre.

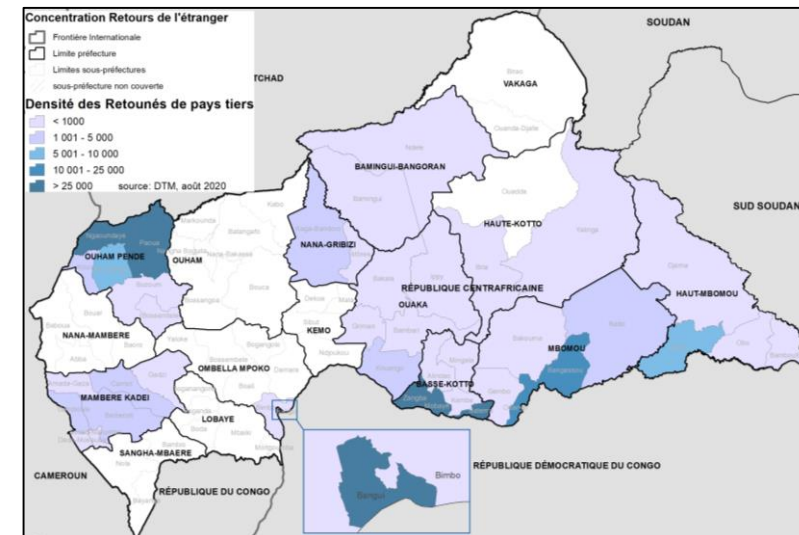
Les principaux motifs du premier déplacement des PDI ayant fui entre janvier et août 2020 sont les conflits armés ou intercommunautaires (97%), la crise politique de 2012-2013 (1%), la transhumance (1%) et les inondations (moins de 1%).

RETOURNÉS DE RCA (ANCIENNES PDI)

Un total de **798 604 retournés (anciennes PDI)**, soit 159 819 ménages, ont été identifiés dans 39 sous-préfectures, au sein de 1 471 localités (88% des localités évaluées). Les retours internes ont augmenté de 17 pour cent depuis janvier 2020. Kaga-Bandoro (100 219), Paoua (97 085), Zangba (67 465), et Alindao (52 829) accueillent les plus grands nombres de retournés (anciennes PDI).

Près du deux tiers des retours ont été effectués en 2019 (33%) ou 2018 (32%), tandis que 16 pour cent des retours ont été conduits entre janvier et août 2020 (16%). La vaste majorité (97%) des retours effectués entre janvier et août 2020 ont eu lieu dans la même préfecture (dont 91% dans la même sous-préfecture), tandis que trois pour cent ont eu lieu d'une préfecture à une autre.

La majorité de ces retours est due à une amélioration sécuritaire (91%) et d'autres causés par la dégradation des conditions de vie en zone de déplacement (9%). A ce jour, la majorité (80%) des ménages retournés ont regagné l'abri dans lequel ils vivaient avant le déplacement, les 20 pour cent restants vivant étant en famille d'accueil ou en location.

RETOURNÉS DE L'ÉTRANGER

Un total de **315 662 retournés de l'étranger**, soit 64 074 ménages, vivent dans 32 des sous-préfectures couvertes (763 localités, soit 45% du total des localités évaluées). Zangba (65 560), Satéma (42 905), Mobaye (35 770) et Bangui (33 604) accueillent le plus grand nombre de retournés d'autres pays.

26 478 individus sont rentrés de l'étranger entre janvier et août 2020 (soit 8% des retours), principalement de la République Démocratique du Congo (47%), du Cameroun (24%), du Tchad (15%), Mali (8%), République du Congo (4%) et du Soudan du Sud (2%). Près de 91 pour cent avaient quitté le pays entre 2014 et 2017, et tous ont été déplacés suite à des conflits et affrontements armés ou en raison de la crise politique de 2012-2013. Ci-dessous les trois principales provenances de retour depuis 2013 à ce jour :

